

L'EUROPE A BESOIN DES ÉCOLOGISTES POUR SE RÉINVENTER

2022

LIVRET PROGRAMMATIQUE



EUROPE.EELV.FR



La Commission Europe est l'une des 31 commissions thématiques d'EELV.

C'est un espace de réflexion, de proposition et de formation sur les sujets européens. La Commission Europe rassemble près de 200 membres qui souhaitent se former, s'informer et partager leur vision voire leur expertise sur l'Europe.

Face aux nombreux enjeux sociaux, démocratiques, économiques et écologiques auquel l'Europe fait face, nous ne sommes pas de trop !

Rejoins-nous !

SOMMAIRE

Introduction	
Pourquoi nous avons besoin d'Europe	4
Démocratisation et fédéralisme	6
Culture, éducation et citoyenneté européenne	10
L'écologie : nouveau projet fédérateur pour l'Europe	12
Pour un budget européen à la hauteur des défis pour le climat, le bien-être et la justice sociale	16
Plaider et agir pour un modèle économique plus juste et respectueux du vivant	18
Europe sociale	20
Europe des droits	22
Politique de migrations	24
Europe dans le monde	26

INTRODUCTION

POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'EUROPE

La question européenne est au cœur du projet des écologistes. L'Europe est pour les écologistes autant un moyen qu'un objectif en soi. Les écologistes sont fédéralistes européens car les problèmes auxquels nous cherchons à apporter des solutions (crises climatique, environnementale, sociale...) ne peuvent être résolus seulement à l'intérieur des frontières nationales et nécessitent une action forte à une échelle supranationale. Aucun gouvernement n'est en capacité de faire face seul au défi écologique. Les écologistes sont aussi fédéralistes européens car la construction européenne permet depuis plus de 70 ans aux pays qui y participent de vivre en paix.

Pour les écologistes, l'Europe est le cadre indispensable pour pouvoir agir face au capitalisme mondial financiarisé, au dumping social et environnemental, au dérèglement climatique, à la perte de biodiversité et à la surconsommation des ressources. En somme, pour promouvoir la démocratie, la paix, le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

Les écologistes ont compris depuis bien longtemps la nécessité et le potentiel de l'Union européenne. Largement présent·e·s et actif·ve·s au Parlement européen, nous avons aussi appris à connaître les rouages institutionnels de l'Union européenne, les histoires et les sensibilités de chaque pays et de chaque famille politique. Alors que les présidents français successifs ont cherché à imposer à tout prix une vision franco-

française de l'Europe, les écologistes veulent construire une Europe avec et pour tou·te·s les européen·ne·s.

Les écologistes peuvent compter sur les alliances qu'ils ont bâties en Europe. Au Parlement européen, le groupe des Verts-ALE est le quatrième groupe le plus important, l'un des plus influents mais aussi le groupe ayant la plus forte cohésion. Les Verts européens sont actuellement au pouvoir au niveau national dans 7 pays de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Irlande, Belgique, Luxembourg, Finlande et Bulgarie).

un·e président·e écologiste ne sera pas seul pour gouverner et donner un nouvel élan à l'histoire de l'Europe. Nous saurons retrouver le chemin de la construction de grands projets concrets et fédérateurs pour l'Union européenne. Pour l'avenir de l'Europe, notre priorité sera de lutter contre la crise climatique, préserver la biodiversité, éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités, mettre fin aux excès des multinationales.



01.

DÉMOCRATISATION ET FÉDÉRALISME

Le renforcement de la capacité d'action de l'Union européenne ne peut se penser qu'en assurant la démocratisation de son fonctionnement. L'Union européenne est précieuse mais elle souffre aujourd'hui de l'indifférence, de la méfiance voire de l'hostilité d'une part importante des citoyen·ne·s européen·ne·s. Cela ne vient pas de nulle part. La libéralisation, la casse des services publics, le dumping social et fiscal, le manque de transparence des institutions européennes ont une grande part de responsabilité dans le désamour des Français·e·s pour l'Europe. Un certain nombre de blocages institutionnels ont aussi ralenti le fonctionnement européen et ont empêché la mise en place d'actions qui sont pourtant essentielles.

Cette démocratisation et ce déblocage institutionnel doivent commencer sans attendre une modification des traités, en activant tous les leviers à disposition dans les traités actuels.

Nous renforcerons le pouvoir des citoyen·ne·s européen·ne·s d'influencer directement les décisions prises au niveau européen. Nous défendrons la mise en place de listes transnationales pour les élections européennes, en complément des listes nationales. Nous défendrons le principe selon lequel le ou la future président·e de la Commission européenne devra être choisi·e parmi les têtes de listes transnationales des différents partis politiques européens. Le/la Commissaire européen·ne Français·e sera proposé·e parmi les député·e·s européen·ne·s élu·e·s. Cela permettra aux citoyen·ne·s européen·ne·s d'avoir une influence directe, non seulement sur la composition du Parlement européen mais aussi sur celle de la

Commission européenne.

Nous porterons haut l'exigence de transparence :

les ministres d'un Gouvernement écologiste se présenteront systématiquement devant les Commissions des Affaires européennes de l'Assemblée nationale et du Sénat avant et après une réunion du Conseil de l'UE, afin de rendre compte de leur action au sein de ce Conseil. Le Premier ministre viendra s'expliquer devant l'Assemblée et le Sénat avant chaque Conseil Européen. Nous lutterons contre les conflits d'intérêts en renforçant les règles sur le pantouflage, les obligations de transparence pour les député-e-s, les commissaires et les fonctionnaires de la Commission, du Conseil et des représentations permanentes.

Nous donnerons les moyens à l'Europe de devenir un espace d'action politique efficace pour la protection de notre environnement, de la démocratie et des solidarités entre citoyen-ne-s européen-ne-s.

Trop de décisions en matière de fiscalité, de politique étrangère ou de politique sociale sont bloquées par la règle de l'unanimité des États membres, alors qu'elles sont cruciales pour l'avenir et le bien-être de l'Europe. Nous demanderons l'activation des clauses présentes dans les traités européens qui permettent de faire passer plusieurs domaines de la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée haute. Cette majorité qualifiée haute correspond à 72% des États-Membres et 65% de la population (contre 55% des États-Membres et 65% de la population). Là où cela est nécessaire, nous mettrons en place des coopérations renforcées pour ne pas rester bloqués par une poignée d'États membres, tout en leur permettant de rejoindre ces projets par la suite.

En parallèle de cela, **nous souhaitons engager une profonde réforme des institutions et des traités**, appuyée sur un principe de subsidiarité et accompagnée par un vaste mouvement de démocratisation.

Nous aurons recours à une démarche réellement participative pour réécrire les traités européens et donner une Constitution à l'Union européenne.

Nous demanderons la mise en place d'une Convention constituante pour l'UE, composée de personnes élues directement par les Européen-ne-s et de citoyen-ne-s tiré-e-s au sort, chargée de proposer une Constitution pour l'Europe. Cette constitution sera soumise à un référendum pan-européen, devant réunir une double majorité de pays et de citoyen-ne-s. Nous défendrons une Europe décentralisée donnant un rôle fort aux régions.

Dans ce cadre, nous défendrons le renforcement du rôle du Parlement européen.

Nous porterons le recours généralisé à la procédure législative ordinaire (dite codécision) sur l'ensemble des politiques et la création d'un véritable droit d'initiative législative pour le Parlement. Nous renforcerons les mécanismes d'interpellation citoyenne comme le droit de pétition et l'initiative citoyenne européenne. Concernant le Conseil de l'Union, nous souhaitons mettre fin à la règle de l'unanimité notamment sur les politiques fiscales, sociales et de politique étrangère afin qu'elle soit remplacée par la majorité qualifiée. Nous renforcerons la transparence et la publicité des réunions du Conseil à tous ses échelons.

Nous donnerons une existence forte au Judiciaire européen. Nous demanderons d'élargir la possibilité de saisine par les

citoyen·ne·s du Tribunal de première instance et de la Cour de justice de l'Union européenne, d'élargir les compétences du parquet européen au delà de la seule défense des intérêts financiers de l'Union en incluant le respect des droits fondamentaux et le respect du droit européen, d'augmenter les moyens du Tribunal de première instance et la Cour et de renforcer le contrôle démocratique des organes «Eurojust» (coordination judiciaire contre le crime organisé), «Europol» (coordination des polices) et du système «Eurodac» (comparaison des empreintes digitales des demandeurs d'asile et personnes en situation irrégulière sur le territoire).





02.

CULTURE, ÉDUCATION ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Pour que l'Europe soit un véritable projet populaire émanant des citoyen-ne-s, le sentiment d'appartenance et la citoyenneté européenne doivent être cultivés. Les programmes comme Erasmus sont parmi ceux qui sont les plus populaires auprès des citoyen-ne-s européen-ne-s et ont permis à des millions de personnes de vivre une véritable expérience européenne.

Nous renforcerons le programme Erasmus et rendrons la mobilité européenne vraiment accessible à tou-te-s. Nous soutiendrons la mobilité des scolaires, des étudiant-e-s, des jeunes et des personnes en formation professionnelle via une augmentation des crédits dédiés à Erasmus+ et des bourses complémentaires. Nous créerons un droit à la mobilité européenne pour les collégien-ne-s et les lycéen-ne-s pour garantir que chaque élève puisse participer à au moins un échange ou un voyage scolaire dans un autre pays européen pendant sa scolarité. Nous rendrons la mobilité européenne obligatoire dans la formation initiale des enseignant-e-s.

Erasmus mis à part, la politique européenne en matière de culture et d'éducation reste embryonnaire. La culture ne doit plus être mise à l'écart dans le projet européen.

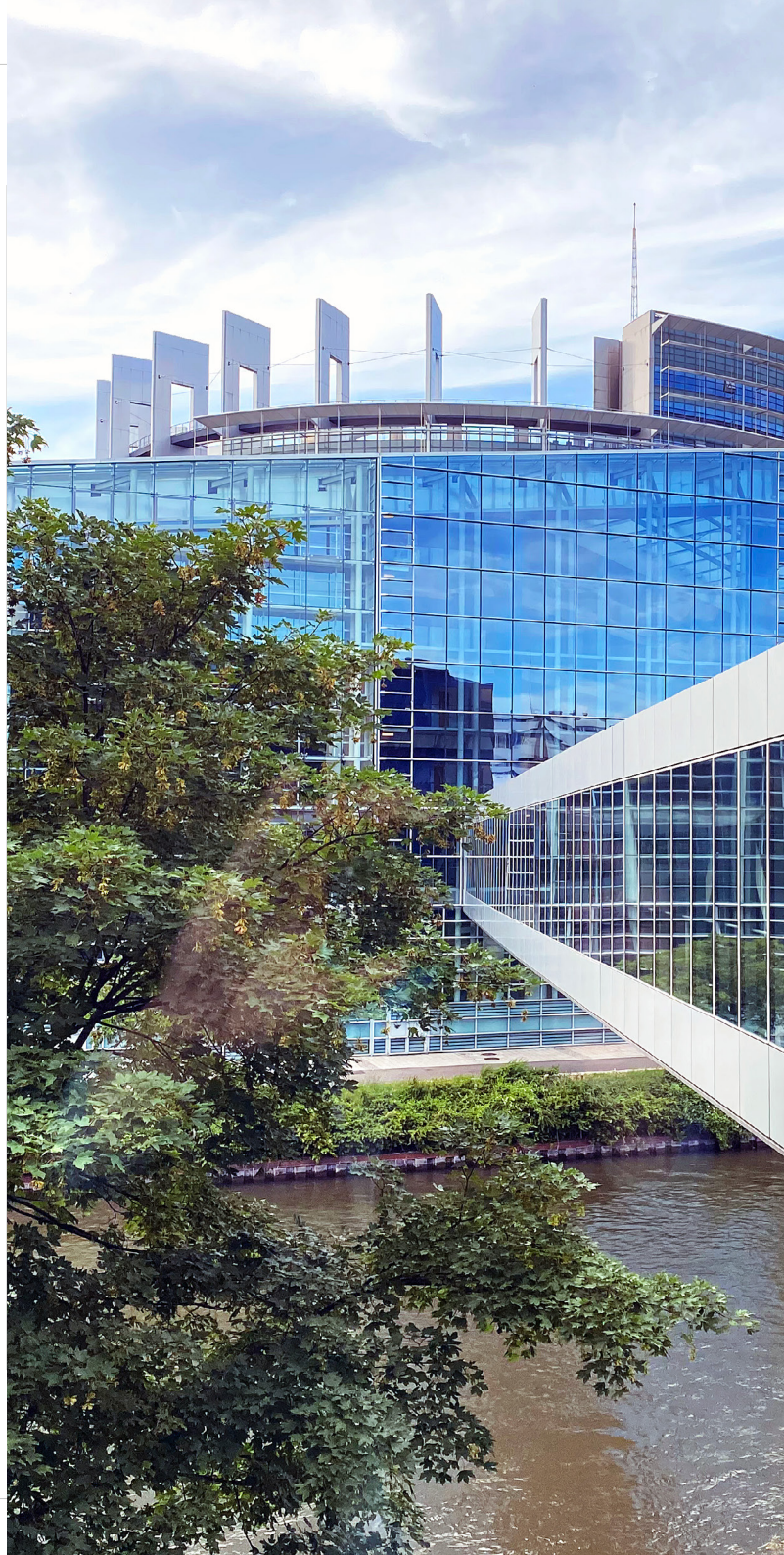
Nous soutiendrons la création artistique européenne. Nous défendrons un renforcement du programme Europe Créative qui soutient le secteur de la culture et de l'audiovisuel en Europe afin d'encourager davantage de collaborations artistiques transnationales, d'aider à la diffusion des contenus créés en Europe dans le reste de l'Europe et au-delà.

Nous renforcerons la place de l'Europe dans les médias. Nous augmenterons les

exigences vis-à-vis des médias de service public pour que chaque citoyen-ne ait accès à une information de qualité sur l'Union européenne. Nous proposerons que La Chaîne Parlementaire – Public Sénat soit complétée par une composante européenne dédiée à la couverture européenne. Nous soutiendrons l'embauche par les médias français de correspondant-e-s permanent-e-s à Bruxelles et Strasbourg pour suivre l'actualité européenne.

Nous renforcerons la place de l'Europe dans les cursus scolaires. Nous souhaitons que chaque élève ait une véritable compréhension de l'Europe, de son fonctionnement. Nous souhaitons notamment que les cours d'histoire ne se limitent pas à un prisme national mais embrassent les grands mouvements européens. Nous proposerons aux pays qui le souhaitent de mettre en place des programmes scolaires communs en histoire et en géographie. Nous renforcerons l'espace européen de l'éducation. Nous renforcerons aussi les moyens donnés aux écoles, collèges et lycées pour l'enseignement des langues en augmentant le nombre d'heures dédiées, en recrutant davantage d'assistant-e-s de langue, et en réduisant le nombre d'élèves lors de ces temps d'apprentissage.

Nous soutiendrons le tissu associatif européen. Les maisons de l'Europe et les autres associations qui font vivre le débat citoyen sur l'Europe dans les territoires jouent un rôle crucial dans l'éducation à la citoyenneté européenne. Nous soutiendrons notamment celles qui mènent des actions pédagogiques et interviennent en milieu scolaire.



03.

L'ÉCOLOGIE : NOUVEAU PROJET FÉDÉRATEUR POUR L'EUROPE

Aucun gouvernement n'est en capacité, seul, de faire face au défi écologique et à l'urgence du défi climatique. Pour le surmonter, nous avons besoin de coordonner nos forces. L'Union européenne est un outil inespéré pour agir. Aujourd'hui, l'Europe est faible sur les questions écologiques. Malgré la déclaration par le Parlement européen de l'état d'urgence climatique et la volonté de la Commission européenne de mettre en place un « Pacte Vert Européen », l'UE n'agit pas aussi fortement que nécessaire. Répondre à la crise climatique et à la crise de la biodiversité peut être le nouveau projet fédérateur qui unira l'Union européenne autour d'objectifs communs.

Nous reverrons à la hausse les objectifs climatiques de l'UE. La loi climat de l'Union européenne adoptée en 2021 fixent des objectifs inférieurs à ce qui est recommandé par les scientifiques et ce qui est nécessaire pour respecter l'Accord de Paris sur le climat. Nous souhaitons notamment que l'UE atteigne la neutralité climatique d'ici 2040, au lieu de 2050.

Nous proposerons la signature d'un nouveau traité environnemental européen qui permettra de donner une valeur juridique à la protection de l'environnement, de la santé et de la biodiversité et au respect des limites planétaires, supérieure à celle des décisions économiques et du fonctionnement du marché. Il ancrera au niveau européen le principe de précaution, reconnaîtra le crime d'écocide et permettra de pénaliser les atteintes à l'environnement par les firmes transnationales. Nous mettrons aussi en œuvre la stratégie européenne pour la biodiversité en mettant en place 30 % d'aires protégées.

Nous défendrons l'établissement de normes environnementales élevées en nous attaquant

notamment à l'obsolescence prématurée des produits, en défendant des normes de durabilité, de réparabilité et de recyclabilité élevées. Nous mettrons en place un étiquetage environnemental des produits.

Nous ne ratifierons pas les accords de libre-échange tant qu'une remise à plat complète de la politique commerciale n'aura pas lieu.

La règle du consumérisme destructeur doit être remplacée par une politique commerciale européenne visant à relocaliser la production et aligner par le haut les normes démocratiques, sociales, environnementales et climatiques.

Nous pousserons à amplifier le green deal européen pour la transformation écologique et solidaire de l'Union européenne (UE). Le Green Deal européen offre une opportunité à l'Union de devenir le leader industriel de la transition écologique et de rompre avec la dépendance aux énergies fossiles qui rendent les Européens si vulnérables. Nous nous battons pour placer la justice sociale au cœur de cette transformation afin que chaque Européen puisse en bénéficier. Pour devenir le leader mondial de la transition écologique, le statu quo n'est plus permis.

Nous proposerons une politique agricole commune ambitieuse, tournée vers l'agroécologie. Nous co-construirons la politique agricole commune (PAC) avec tous les acteurs agricoles et de l'alimentation, les citoyen·ne·s et les associations. Nous aiderons au développement d'initiatives locales de distribution et de consommation alimentaire de proximité, qui répondent aux attentes des citoyen·ne·s et favorisent les relations directes entre paysan·ne·s et consommateurs. Pour cultiver l'agroécologie, nous interdirons les produits toxiques et passerons à une logique

proactive de surveillance des pesticides. Nous accorderons également une part significative du budget à des mesures agronomiques qui préservent l'environnement et le climat, la diversification et l'autonomie des fermes, y compris par un soutien aux investissements nécessaires à la transition. Pour soutenir les paysannes, nous instaurerons des dispositifs efficaces de régulation des marchés et de maîtrise des volumes de production face à la volatilité des prix. Nous plafonnerons les aides à l'actif et appliquerons une dégressivité aux grosses exploitations, pour favoriser un grand nombre de paysan·ne·s et non courir vers l'agrandissement des fermes.

Nous militerons pour la sortie des pesticides de synthèses à horizon 2035 pour l'ensemble du continent européen, y compris les produits importés. Nous nous opposerons au renouvellement de l'autorisation du glyphosate en 2022, afin que son utilisation soit interdite dans toute l'Europe ainsi que pour tous les produits importés, grâce à la mise en place de mesures-miroirs aux frontières de l'UE.

Nous promouvrons au sein de l'Union européenne une pêche durable. La lutte contre la surpêche doit être accrue et l'objectif d'atteindre des niveaux de durabilité pour l'ensemble des populations de poissons doit enfin être respecté. Cela passe nécessairement par l'interdiction des techniques de pêche les plus néfastes (pêche électrique, dispositif de concentration de poisson), des méthodes de mise à mort les plus barbares comme le finning, et une limitation du chalutage de fond. Face à une pêche industrielle toujours plus agressive, nous défendrons la réhabilitation de la petite pêche : une répartition des quotas de pêche plus juste sera mise en place, en priorisant les pêcheurs qui respectent l'environnement ou

qui ont un impact social et économique positif, comme le permet le droit européen.

Nous accélérerons la transformation de l'industrie automobile européenne pour qu'en 2030, plus aucun véhicule essence, diesel et hybride ne soit mis en vente sur le

continent. Le secteur sera accompagné et les travailleurs reconvertis. L'Europe devra devenir leader dans le véhicule à faible émission et la batterie pour fixer le plus haut niveau de standard environnemental au reste du monde.

Nous lutterons contre la précarité énergétique

qui touche 50 millions d'Européen·ne·s en massifiant la rénovation énergétique des bâtiments grâce à l'augmentation de l'objectif d'efficacité énergétique européen à 45 % en 2030. Nous plaiderons auprès de nos partenaires européens pour la mise en place d'un prêt à la rénovation énergétique. Cette solution permettra aux particuliers de bénéficier de conditions d'emprunts attractives (taux très faible sans mensualités, remboursement unique à maturité du prêt – 30 ans – ou lors de la mutation du bien).

Nous nous battons pour que l'Europe devienne un continent souverain énergétique

grâce au développement des énergies renouvelables. Ces dernières devront atteindre 50 % du mix énergétique en 2030, créant des millions d'emplois dans les territoires. Combinée à l'efficacité énergétique, ce développement est la clef pour rompre avec la dépendance du continent vis-à-vis du gaz, du charbon et du pétrole généralement importés.

Nous nous opposerons à la création d'un marché carbone pour le chauffage et le carburant, visant à faire payer un prix du CO₂ aux ménages. Les plus précaires ne doivent pas

financer la transition écologique, mais doivent être soutenus dans la transition. Pour cela, nous porterons l'idée d'investissements directs de l'Union vers la rénovation énergétique des logements des plus modestes.

Nous porterons la mise en place d'un prix du carbone juste en Europe pour que les plus grands pollueurs du continent, comme l'industrie lourde ou l'aviation, payent le vrai prix de leurs émissions et soient incités à agir pour le climat. Les permis à polluer gratuits pour les industriels devront être abandonnés bien avant 2030. En compensation, **nous défendrons un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières exigeant** pour protéger l'industrie européenne du dumping environnemental.



04.

POUR UN BUDGET EUROPÉEN À LA HAUTEUR DES DÉFIS POUR LE CLIMAT, LE BIEN- ÊTRE ET LA JUSTICE SOCIALE

Nos ambitions pour le climat, le bien-être et la justice sociale doivent prendre corps dans un budget européen à la hauteur des défis présents et à venir. L'union européenne est encore aujourd'hui un nain budgétaire. Alors que le budget fédéral américain représente environ 20% de son PIB, le budget européen stagne autour des 1%. Nous ne pouvons plus nous contenter d'un budget qui ne répond pas à nos besoins.

Nous porterons un vrai budget européen pour la transition écologique et sociale, correspondant au minimum à 5% du PIB européen sur 7 ans. Ce budget visera à répondre à la demande de justice sociale, en faisant notamment payer celles et ceux qui échappent aujourd'hui à l'impôt. C'est indispensable pour que le plan de relance ne soit pas payé par les plus pauvres. Le budget de l'UE devra être progressivement musclé pour dépasser largement les 1 % du revenu national brut (RNB) actuels sur le moyen terme. Sur le court terme, nous travaillerons au lancement d'un grand plan d'investissement public dans la transition écologique d'au moins 2000 milliards d'euros sur la décennie, grâce à la réforme en profondeur des règles budgétaires et à la mobilisation d'un budget européen doté d'un instrument d'investissement écologique et de solidarité permanent. Ce budget, pour ce qui a trait aux investissements dans la transition écologique, sera en partie financé par des emprunts européens. Nous proposerons aussi le verdissement de la banque européenne d'investissement pour en faire une banque européenne du climat avec des moyens bien supérieurs aux moyens actuels, grâce à une augmentation de capital. Enfin, ce budget devra nécessairement s'appuyer sur de nouvelles ressources propres.

Nous pousserons pour l'adoption de nouvelles ressources propres pour l'Union européenne. Le budget européen repose aujourd'hui à 80 % sur les contributions des Etats membres, une part en augmentation ces dernières années, ce qui réduit le pouvoir budgétaire du Parlement européen et entraîne une collision entre intérêts nationaux et intérêt européen. Adopter des ressources propres est non seulement un moyen d'alimenter le budget européen, mais se justifie parfaitement pour répondre à des objectifs européens communs (transition écologique, justice fiscale envers les multinationales, etc.). Une taxe sur les géants du numérique, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, une taxe sur les plastiques, le renforcement et l'extension du marché carbone européen au maritime une taxe sur le kérosène pour l'aviation commerciale, une taxe sur les transactions financières ambitieuse, doivent abonder directement le budget européen.

Nous porterons une réforme en profondeur des règles budgétaires européennes, dans l'intérêt de la zone euro et d'une réelle politique de transition juste. Cette réforme devra notamment exclure les dépenses de transition juste, dont les dépenses vertes, du calcul du déficit

Nous travaillerons avec nos partenaires européens à la création d'un instrument européen d'investissement écologique et de solidarité permanent devant contribuer au grand plan d'investissements publics publics d'au moins 2000 milliards d'euros sur la décennie, incluant le fonds social climat proposé par la Commission. Il soutiendra et accompagnera tous les Etat-membres dans

les transformations écologiques à mener pour atteindre nos objectifs climatiques, mais financera également les infrastructures de la transition écologique ayant un intérêt stratégique européen. Cet outil sera complémentaire des marges de manœuvre financières offertes aux Etat-membres dans le cadre de la révision du Pacte de Stabilité et de Croissance pour atteindre ces 2000 milliards d'euros.

05.

PLAIDER ET AGIR POUR UN MODÈLE ÉCONOMIQUE PLUS JUSTE ET RESPECTUEUX DU VIVANT

Une des prédateurs dont souffre le vivant, dans son ensemble, provient d'un modèle économique insatiable et inégalitaire que les institutions européennes ne remettent pas en cause. Le vivant est usé, utilisé et maltraité. Les femmes et les hommes, eux, voient les inégalités entre eux se creuser toujours un peu plus. Une double inégalité se met à jour et laisse apparaître que le mode de consommation et de production des plus riches est le plus destructeur de l'environnement.

Les écologistes au Parlement européen se sont démarqués en menant haut le combat contre les Traités de libre échange, destructeurs pour la planète et notre qualité de vie. Nous continuerons nos combats au sein de l'Union européenne pour transformer les règles économiques et budgétaires.

Nous contribuerons également à briser définitivement le tabou de l'endettement commun, qui a commencé à être levé lors de la crise sanitaire qui a conduit l'Union à adopter un plan de relance de 750 milliards d'euros financé par un endettement commun. Parallèlement les règles budgétaires inscrites dans le cadre du Pacte de Stabilité et de croissance ont été temporairement levées. Face aux crises climatiques, sociales et de la biodiversité, l'Union doit se doter d'une capacité à agir grâce à un budget européen d'ampleur nécessaire pour réaliser les transformations à venir. Il manque plus de 500 milliards d'euros d'investissements par an pour atteindre nos objectifs climatiques européens.

Nous ferons reconnaître aux Européen-ne-s que nous avons besoin d'une politique fiscale européenne commune qui permette de lutter efficacement contre l'évasion fiscale. Il sera nécessaire de mettre fin à la règle de

l'unanimité en matière fiscale. Nous défendrons par exemple la mise en place d'un taux minimal d'imposition sur le bénéfice des sociétés. Nous porterons un taux minimal d'imposition des bénéfices des multinationales de 25% dans l'UE. L'accord obtenu à l'OCDE sur la taxation des multinationales est un premier pas mais il demeure insuffisant pour lutter efficacement contre l'optimisation fiscale. En cas de blocage d'un ou plusieurs États membres, nous proposerons aux États membres qui le souhaitent d'adopter cette règle via le mécanisme de coopération renforcée. Cela permettra de mettre fin à la course au moins disant fiscal entre États membres. Nous exigerons l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés en Europe, en commençant par harmoniser son assiette avant de transférer une partie de ses recettes à l'Union européenne.

Nous porterons le débat de la recapitalisation de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur la scène européenne. Depuis l'adoption de la feuille de route climatique en 2020, la BEI est devenue Banque du climat. Le doublement des financements verts de la BEI devrait permettre de mobiliser 500 milliards de financements supplémentaires pour le climat entre 2020 et 2030, soit 50 milliards/an, quand la Commission chiffre à 350 milliards le déficit de financements annuel pour atteindre l'objectif de -55% d'émissions de GES dans l'UE d'ici 2030. Le compte n'y est pas. Pour atteindre ces objectifs, nous pouvons plaider auprès de nos partenaires européens pour recapitaliser la BEI à hauteur d'une dizaine de milliards pour financer exclusivement des projets climatiques.

Nous orienterons les investissements privés vers la transformation écologique grâce à une taxonomie verte européenne ambitieuse

et sans greenwashing. Nous nous opposerons à ce que les investissements dans le gaz ou le nucléaire puissent être étiquetés comme des investissements verts. Il faudra aller plus loin que la seule qualification des activités économiques durables et créer, sur le même modèle, une classification qui définit les activités nuisibles pour l'environnement, et aide à identifier les investissements qui les permettent.

Nous porterons sur la scène européenne la nécessité d'une loi européenne de démantèlement des GAFAM. Nous plaiderons pour de nouvelles normes européennes anti-trust au niveau du droit de la concurrence et pour organiser un débat européen autour de l'émergence d'un écosystème numérique diversifié et déconcentré. Nous ferons en sorte de relocaliser le traitement des données au plus proche de leur lieu de production par l'adoption d'une gouvernance collégiale des câbles internet mondiaux et continentaux par des instances multilatérales, en privilégiant la coopération des nations aux intérêts privés.

06.

EUROPE SOCIALE

L'Union Européenne a construit la paix. Il nous faut retrouver le courage de ses fondateurs et constituer une Europe qui agit aussi pour la paix sociale et économique. Nous voulons une Europe qui mette le commerce international au service de l'écologie et de la justice sociale. Ces valeurs ont une longue histoire que les écologistes veulent porter haut en Europe pour sortir du statu quo et du libéralisme qui détruit l'environnement autant que les femmes et les hommes. Nous devons construire le modèle social du XXIème siècle et faire converger la protection sociale vers le haut pour une Europe des solidarités. 92 millions de personnes sont en risque de pauvreté en Europe et presque un enfant sur quatre vit dans une famille en risque de pauvreté. Enfin, la transition écologique ne sera soutenue par les citoyennes et citoyens européens qu'à la condition d'être une transition résolument juste. Pour cela, il nous faut faire sauter plusieurs verrous.

Nous voulons faire de la lutte contre la pauvreté une des priorités de l'Union européenne (UE). Il nous faut cependant renoncer à l'idée que la croissance économique représente l'alpha et l'oméga de cette lutte. Il n'est aujourd'hui plus possible de retrouver la croissance des années 1970, avec le marché du travail comme variable d'ajustement. Cette course à la croissance a permis de justifier la dérégulation du travail, les baisses de cotisations sociales, les traités de libre-échange ou bien encore les cadeaux fiscaux aux entreprises. Ceux-ci ont accru la pauvreté et les inégalités en Europe. Nous défendrons notamment une directive ambitieuse sur les salaires minimums, ainsi qu'une directive sur le revenu minimum garanti, nous mettrons fin aux stages non-rémunérés.

Nous soutiendrons les initiatives visant à réguler les plateformes et donnerons à leurs travailleurs les mêmes droits que les salariés, en leur garantissant notamment un salaire horaire minimum, le droit aux arrêts maladies, aux congés payés et au chômage, ainsi qu'une protection forte contre les accidents du travail.

Nous mobiliserons les fonds européens pour qu'ils puissent servir à lutter contre le mal logement, financer la construction de logements sociaux et lutter contre la précarité énergétique en finançant la rénovation thermique des bâtiments. Nous nous engageons à maintenir le fonds européen d'aide aux plus démunis qui soutient par exemple les banques alimentaires à travers l'Europe.

Nous porterons une directive sur l'égalité de genre en entreprise qui inclut des objectifs contraignants en matière d'égalité salariale, de parité dans les organes de direction des grandes entreprises et des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous remettrons sur la table le dossier de la directive sur les congés parentaux pour promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Nous exigerons une réforme du "pacte budgétaire" et du "Semestre européen". Cela s'avère nécessaire pour éviter un retour à l'austérité budgétaire à la sortie de la crise sanitaire. Nous demandons un Socle européen des droits sociaux qui soit contraignant et opposable, pour que chaque citoyen puisse saisir la justice si ses droits ne sont pas respectés. Nous défendrons une révision à la hausse les objectifs du Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux en l'alignant sur le premier objectif de

développement durable des Nations-unies de 2015 qui prévoit une réduction de 50 % de la pauvreté dans chaque pays.

Nous soutiendrons le renforcement de la coopération européenne en matière de santé. La pandémie de Covid 19 a montré que les enjeux sanitaires ne connaissent pas de frontière. L'UE doit encourager et aider les États membres à garantir un accès universel aux services de santé, y compris de santé mentale, notamment en luttant contre les déserts médicaux. Cette politique européenne doit inclure un volet important concernant la prévention et la santé environnementale. Nous créerons un grand corps européen de Sécurité civile, actif notamment lors d'épidémies. La coopération européenne doit enfin s'articuler avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

07.

EUROPE DES DROITS

L'un des principaux apports de la construction européenne est la défense des droits et libertés fondamentaux. Mais ces libertés sont mises à mal, notamment par la montée des populismes réactionnaires. Ces attaques prennent des formes très différentes selon les États européens : remise en cause de l'indépendance de la justice et des médias, népotisme et corruption, attaques contre les droits des femmes et des minorités, violences policières, prisonniers politiques ou encore non-respect du droit d'asile. Si des pays comme la Pologne et la Hongrie sont souvent cités, à juste titre, comme les exemples les plus flagrants de violations de ces principes fondamentaux de l'Union européenne, un grand nombre d'autres pays sont aussi concernés, y compris la France d'Emmanuel Macron. Les libertés fondamentales n'existent trop souvent que sur le papier si elles ne sont pas accompagnées de politiques sociales fortes qui permettent de garantir que chacun-e puisse exercer ces droits pleinement. La France doit être à la hauteur de sa réputation et défendre une Europe qui ne négocie pas avec le respect des droits humains et s'en donne les moyens.

Nous demanderons la suspension des droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil (article 7 du traité sur l'Union européenne), en cas de violations de l'État de droit, comme c'est par exemple le cas en Pologne et Hongrie. Nous renforcerons et ferons appliquer le mécanisme européen qui vise à conditionner l'octroi des fonds européens au respect de l'État de droit.

Nous proposerons d'inscrire le droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'UE et défendrons la

mise en place d'une législation complète en matière de lutte contre les discriminations au niveau de l'Union européenne. Nous proposerons notamment le doublement du fonds européen pour la justice, les droits et les valeurs qui vise à soutenir au sein de l'Union européenne les associations et les initiatives qui défendent la démocratie, les droits fondamentaux et l'Etat de droit. Nous veillerons aussi à ce que le droit d'asile soit pleinement respecté dans toute l'Europe. Par ailleurs, la France veillera à soutenir voire accueillir tout·e citoyen·ne européen·ne qui, victime de discrimination, n'est pas défendu·e par son Etat ou encore les personnes qui n'ont pas encore accès à l'avortement dans leur pays.

Nous proposerons la création de maisons des libertés européennes dans chaque Etat membre. Rattachées au bureau du médiateur européen, elles auront pour but d'informer les citoyen·ne·s sur leurs droits en tant que citoyen·ne européen·ne, d'être un point d'accès pour les personnes dont ces droits sont bafoués ou qui défendent ces droits (lanceurs d'alerte, associations de défense des droits fondamentaux).

Nous veillerons à ce que le Conseil de l'Europe, notamment grâce à la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne, puisse continuer à agir concrètement pour la défense des droits fondamentaux en Europe. Afin de renforcer la protection des droits en Europe, nous défendrons l'adhésion de l'Union européenne en tant que telle à la Convention européenne des droits de l'homme. Nous proposerons aussi aux Etats l'adoption d'un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme afin

de reconnaître un ensemble de droits environnementaux.

Nous défendrons les droits des peuples à disposer d'eux-même et serons solidaires des régions et communautés qui souhaitent organiser des votes sur leur autonomie et leur indépendance, à la condition que la consultation et le scrutin soient réalisés démocratiquement et dans la transparence. Nous défendrons la place de ces peuples au sein de l'Union européenne s'ils souhaitent la rejoindre ou en rester membre.

Nous soutiendrons une politique européenne de lutte contre le racisme en Europe.

La montée de la xénophobie doit être combattue partout et sans relâche dans l'Union européenne, qui doit vivre les valeurs d'égalité et de dignité en son sein. Les lettres de mise en demeure de la Commission européenne à certains Etats-membres de l'Union européennes ne sont plus suffisantes. Une politique de fond doit être menée afin de sensibiliser les européen·ne·s à la question de la lutte contre le racisme et des financements européens doivent être levés pour les structures en Europe qui combattent la xénophobie et les crimes racistes. Une capacité d'action renforcée doit être allouée à l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

08.

POLITIQUE DE MIGRATIONS

La politique actuelle de la France et de l'Union européenne en matière de migrations et qui vise à réduire à tout prix les arrivées de migrants et de chercheurs de refuge est une impasse. Elle conduit à laisser mourir en mer des personnes exilées ou de les piéger dans une forêt aux portes de l'Europe. Les personnes migrantes sont des hommes, des femmes et des enfants et non des statistiques. Pour répondre à la crise de l'accueil, le continent de 500 M de citoyen-ne-s qu'est l'Europe a le devoir de se donner les moyens de mieux protéger les quelque 100 000 personnes qui frappent à sa porte chaque année.

Nous mettrons un terme à l'externalisation des frontières. L'Union européenne finance des pays tiers pour bloquer les migrant.e.s et subordonne sa politique de visas à la signature d'accords de réadmission. Elle pratique le chantage et se rend complice de crimes perpétrés par des pays tiers. Tant que l'obsession de la restriction des flux migratoires perdurera, les tensions diplomatiques demeureront, y compris dans l'utilisation la plus cynique des peurs européennes par nos adversaires. Ainsi, nous mettrons un terme aux accords migratoires de sous-traitance avec des pays comme la Turquie et la Libye, maltraitants pour les personnes concernées.

Nous rompons avec le Règlement Dublin III. Ce règlement a pour effet de faire principalement porter la responsabilité de l'instruction des demandes d'asile sur l'État d'entrée sur le territoire de l'Union. Nous proposons la mise en place d'un mécanisme qui tiendra compte des aspirations des demandeurs et demandeuses d'asile, des liens effectifs (liens familiaux élargis et

linguistiques) qu'ils ont et de l'équilibre entre États-membres.

Nous soutiendrons une refonte de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Au lieu de participer à des refoulements aux frontières, d'opérer dans des pays tiers et de rapatrier des personnes migrantes en situation irrégulière, ses activités devront être recentrées sur le sauvetage en mer et les opérations humanitaires. Elles seront contrôlées par le Parlement européen, en particulier dans le domaine du respect des droits humains, du droit international et de son devoir de vigilance et d'alerte concernant les refoulements illégaux de migrants. Nous soutiendrons les missions de sauvetage en mer organisées par les ONG et mettrons en place une mission de sauvetage en mer européenne.

Nous renégocierons l'accord migratoire entre la France et le Royaume-Uni, qui – sous couvert de “rendre impossible la traversée de la Manche” – conduit au naufrage de nos valeurs et constitue une formidable aubaine pour les passeurs. Nous demanderons que le Royaume Uni cesse de déléguer à la France la charge de surveiller ses frontières et que les deux pays mettent en place un véritable système qui permette d'accueillir.

Nous garantirons la libre-circulation au sein de l'espace Schengen et réduirons les barrières qui existent encore à l'installation de citoyen-ne-s européen-ne-s dans un autre pays de l'UE. Nous faciliterons les carrières transnationales et veilleront à ce que les droits sociaux acquis en travaillant dans un pays soient pleinement valides dans un

autre. Nous veillerons au respect des droits sociaux des travailleurs-ses et détachés, pour que ceux-ci bénéficient des mêmes salaires et des mêmes protections sociales que les personnes embauchées sur place.

09.

EUROPE DANS LE MONDE

Alors que l'on vit un basculement de l'ordre mondial établi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne doit s'imposer comme un acteur majeur au service de la paix, des droits fondamentaux et d'un multilatéralisme renoué. Au-delà d'assurer l'indépendance de l'Union européenne, l'objectif pour la défense européenne doit de s'ancrer sur son projet initial de paix et de liberté.

Pour ce faire, les écologistes défendent un renforcement des capacités diplomatiques de l'Union européenne, en facilitant notamment l'adoption de mesures non militaires comme les sanctions économiques ciblées, les droits de douanes, le contrôle des flux de capitaux ou l'interdiction du commerce sur certains biens et services (comme le gaz et pétrole russe). Nous souhaitons aussi renforcer la coopération militaire au niveau européen, ainsi que des missions extérieures menées par l'Union européenne.

Nous défendons un renforcement de la diplomatie européenne en augmentant ses moyens et en mettant fin à la règle de l'unanimité pour la politique étrangère et de sécurité commune, pour que les décisions ne puissent plus être bloquées par un ou une poignée d'États membres. Nous défendons le passage à la majorité qualifiée haute, en commençant par les sanctions économiques. Cette majorité qualifiée haute correspond à 72% des États-Membres et 65% de la population (contre 55% des États-Membres et 65% de la population pour la majorité qualifiée). Nous défendons aussi un renforcement du rôle du Parlement européen dans la définition de la ligne diplomatique de l'Union européenne. Toute intervention extérieure au nom de l'Union européenne devra être soumise à l'aval du Parlement Européen.

Il est temps de doter l'Europe d'une politique de défense européenne qui lui permette de gagner en indépendance, de conserver son partenariat atlantique sans pour autant subir l'autorité des États-Unis. Pour que la politique de défense européenne soit acceptée et adoptée aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe, nous devons comprendre en France que pour beaucoup de pays d'Europe centrale, l'OTAN est leur assurance-vie. Aussi à moyen terme, dans une optique d'unité européenne, nous devons penser la défense européenne comme complémentaire à l'OTAN, avant d'envisager à plus long-terme d'en sortir.

Nous proposerons de renforcer la coopération européenne en matière militaire au niveau de l'Union européenne, notamment sur le plan des missions européennes extérieures (opérations de maintien de la paix, missions de formation, etc.), dans le strict respect du droit international et du multilatéralisme. Les écologistes soutiendront aussi la création d'un commandement militaire opérationnel européen, afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'OTAN.

Nous mettrons en place des règles plus strictes pour l'exportation d'armes. Nous mettrons fin à l'exportation d'armes françaises vers des pays tiers qui ne respectent pas les droits fondamentaux ou si les armes risquent de viser des civils, avec un contrôle du parlement européen. Nous proposerons le renforcement des règles européennes en matière d'exportation d'armes, remplaçant la position commune sur les exportations d'armes par un texte juridiquement contraignant et assorti de sanctions en cas de non-respect.

Nous soutiendrons l'accession à l'Union européenne des pays qui le souhaitent et

qui remplissent les critères en matière de droits fondamentaux, de démocratie et d'État de droit. L'Union européenne doit développer et maintenir une coopération solide avec ses voisins qui ne sont pas membres de l'UE, notamment en garantissant des exemptions de visa et la participation à des programmes clés tels qu'Erasmus+.

Nous soutiendrons le renforcement de la politique de développement de l'Union européenne, en proposant de doubler son budget et en l'orientant vers la lutte contre le changement climatique (mitigation et adaptation), la protection des droits fondamentaux, la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'égalité de genre. En parallèle de cette politique de développement, nous soutenons la création d'un programme européen pour la démocratie et les droits fondamentaux. Celui-ci visera à soutenir les organisations et les initiatives qui contribuent au renforcement des libertés fondamentales et de la démocratie en dehors de l'Union européenne, ainsi qu'au renforcement de nos liens diplomatiques et économiques avec les pays exemplaires en la matière.



EUROPE.EELV.FR

